



# Le Courrier des domaines

Belgique -  
Belgique  
P.P. 5360  
HAMOIS  
BC 1792

Trimestriel n°5 **Septembre 2003**

Editeur Responsable : Fabien Lardinois - 96, rue de Monin - 5362 Achet  
Bureau de dépôt : Hamois, agrégation n° P 202144

## Editorial

Nous approchons à grands pas du 1<sup>er</sup> octobre 2003, date à laquelle le plan de la Région wallonne sera opérationnel dans sa première phase concernant tout ce qui est en zone inondable (campings, parcs résidentiels) et tous les campings. Le plan mettra en œuvre une série de moyens (primes au départ, ADEls, antennes sociales...) en œuvre mais pas de nouveaux logements. Uniquement pour les campings reconnus et tant pis pour ceux qui ne sont pas reconnus. Uniquement pour ceux qui ferment après le 1<sup>er</sup> octobre et tant pis pour ceux qui ferment avant. Uniquement dans les communes qui adhèrent au plan et tant pis pour les autres...

Derrière ces décisions politiques et ces problèmes de chiffres, il y a des gens qui vivent des réalités difficiles. Dans un contexte où il y a peu de logements et où certaines personnes vont passer d'un loyer mensuel de 80 € à 400 €, ce sera vraiment difficile. Dans les caravanes et les chalets, on parle de plus grande précarisation.

## L'équipe du Courrier

---

### Sommaire

---

Edito	p. 1
Qui paiera le prix fort ?	p. 2
Ca se passe à Estinnes près de Binche	p. 3
Rejoignez-nous !	p. 4

---

## Qui paiera le prix fort ? <sup>1</sup>

---

Pour le moment, alors même que le plan n'est pas encore d'application, nous rencontrons des habitants dans les campings qui ferment. Cela nous donne de précieux renseignements sur d'éventuelles conséquences de ce plan pour les personnes concernées.

La fermeture des campings et le plan HP vont provoquer une augmentation de la demande de logements décentes à bas prix. Malheureusement l'offre, elle, n'augmente pas. Autrement dit, on incite les gens à quitter leur caravane sans mener une action pour augmenter le nombre de "logements sociaux au sens large".

Pour les gens qui ont des petits revenus, la part de budget logement va sérieusement augmenter, passant pour certains de 80 € à 400 €. Les revenus n'augmentent pas. Comment gérer ce changement du jour au lendemain ? Des résidents n'hésitent pas à parler de précarisation plus grande.

Depuis de nombreuses années, les habitants dans les campings et dans les parcs résidentiels ont investi financièrement et affectivement dans une forme de logement où ils ont été domiciliés. Les faire partir, c'est ne pas reconnaître cet investissement. C'est faire table rase d'une partie de leur histoire. *"On a vécu là heureux pendant quinze ans avec nos petits revenus. Et à cinquante ans, il faut tout recommencer"*. Dans certains cas, la prime de 500 € pour inciter au départ ne couvrira même pas une forme de dédommagement par rapport à leur investissement.

Certains propriétaires ont une image négative des résidents. Ils pensent qu'ils ne paieront pas leur loyer. Nous connaissons un exemple où le propriétaire a exigé que le CPAS paie le loyer. Le locataire qui émarge au chômage a dû accepter une guidance budgétaire, autrement dit perdre la maîtrise sur la gestion de ses revenus. C'était ça ou pas de logement.

Autre pratique : la prime au déménagement censée servir aux frais de déménagement sert parfois directement à rembourser le CPAS de la garantie locative qu'il avance.

Pour certains, habiter en caravane a été le tremplin pour quitter la rue ou pour sortir de prison. Pour d'autres, ça a été l'étape transitoire pour ne pas aboutir dans la rue. Que se passera-t-il si l'on supprime cette étape transitoire qui permet de se remettre debout ou de rester debout?

---

<sup>1</sup> Extrait du journal La main dans la main du mois d'octobre 2003 ( à paraître)

Au-delà de la pénurie de logements à prix démocratique, quand on habite dans un camping ou dans un domaine, souvent à l'écart, dans des lieux mal desservis par les transports en commun, il y a le problème de la mobilité. Comment fait-on pour aller visiter des maisons ?

Enfin, la fermeture des campings et le plan HP provoquent chez certains une véritable insécurité d'existence, un stress préjudiciable au niveau de la santé, qui a aussi des répercussions sur la vie de famille, la vie de couple, ... Ces différents constats nous montrent qui paiera réellement le prix de la manière dont la Région Wallonne veut lutter contre la pauvreté et essayer d'appliquer le droit à un logement décent pour tous.

Fabien Lardinois-LST

---

## Ca se passe à Estinnes près de Binche

---

Dans le domaine de Pincemaille, il y a 165 chalets dont la plupart sont la propriété des résidents, mais sont construits sur le terrain appartenant au propriétaire du domaine. Quelques-uns seulement sont locataires.

Depuis longtemps se pose un grave problème de distribution d'eau car les conduites ont été bricolées au fil des ans.

Les conflits entre le propriétaire et la commune ainsi que la région n'ont pas facilité le règlement de ce problème.

Depuis quelques mois, la situation s'est tellement dégradée que la plupart des résidents devaient être approvisionnés par des camions citerne.

Ils en ont assez, on les comprend, et se sont cotisés pour se défendre en justice par un avocat qui, il faut le dire, les a bien mal défendus.

On peut en juger ! Certes les travaux sont en cours, mais à quel prix les habitants du domaine pourront-ils obtenir enfin l'eau de distribution ?

Ce sera le lot seulement de ceux qui accepteront de payer les arriérés dont le montant est fixé unilatéralement par le propriétaire. Ils devront aussi supporter une partie du coût du raccordement et encore signer un nouveau contrat de location qui leur est imposé.

Belle justice ! Et voilà ce qui se passe sur le terrain au moment où on parle d'un plan wallon au profit des habitants permanents.

Paul Trigalet  
Solidarités Nouvelles

---

## Rejoignez-nous !

---

### Rappel :

Nous nous réunissons chaque mois pour échanger sur ce que nous vivons dans les campings et dans les domaines. Nous voulons rester solidaires les uns des autres, partager les informations concernant l'application du plan HP dans les différents endroits. Les lieux de rencontre changent. Nous essayons tant que possible de nous réunir dans un camping ou un domaine.

Le trajet ne doit pas être un obstacle à l'envie de participer.

Contactez-nous !

---

### Ont participé à ce numéro :

Des habitants du camping Les Viviers de Maredret, du camping du lac de Bambois, du camping Les Marcassins à Neffe, du domaine de Pincemaille à Estinnes, du camping Jules César à Thon, du parc du Rahet à Hotton.

Merci pour le partage d'informations et de réflexions dans des conditions de vie parfois très difficiles.

Des militants de LST Andenne et de LST Ciney-Marche, les amis de Solidarités Nouvelles.

---

### Adresses utiles

- LST Ciney-Marche asbl  
96, rue de Monin - 5362 Achet  
tél/fax : 083/611085 - GSM : 0479/289057  
e-mail : [ciney-marche@mouvement-LST.org](mailto:ciney-marche@mouvement-LST.org)
- Solidarités Nouvelles  
Rue Léopold, 36 - 6000 Charleroi  
tél : 071/303677 - fax : 071/306950
- La Teignouse  
Quai du vignoble, 34  
4170 Comblain au Pont  
tél.: 04/3693330